

VILLE DE DRAGUIGNAN



DÉCISION MUNICIPALE N° 2023-501

OBJET : Convention conclue avec Monsieur Maxence BRICQUEBEC, mandataire du groupe « MAX ENCE », pour l'organisation d'une représentation musicale le vendredi 3 novembre 2023, au Théâtre de l'Esplanade, dans le cadre du concert caritatif en faveur des associations « Les enfants d'abord » et « Tous derrière Léa ».

Richard STRAMBIO - Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-4 ;

Vu le Code de la commande publique en date du 1^{er} avril 2019 et notamment l'article R.2122-3 ;

Vu la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commune souhaite mener à bien le concert caritatif au profit de deux associations dracénoises ;

Considérant l'offre de Monsieur Maxence BRICQUEBEC, mandataire de la formation musicale « MAX ENCE » ;

Considérant qu'il convient de finaliser cette proposition par la signature d'une convention ;

DÉCIDE

Article 1er : La signature d'une convention prenant effet au vendredi 3 novembre 2023 portant sur la prestation des artistes du groupe « MAX ENCE » qui se tiendra au Théâtre de l'Esplanade à Draguignan, selon des termes définis dans ladite convention.

Article 2 : Le montant du règlement de la prestation est 830,00 € TTC.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle, conformément aux dispositions de l'article R421.1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Draguignan, le 5 OCT. 2023

Richard STRAMBIO

Maire de Draguignan
Président de DPVa
Conseiller régional